

protégeront leurs ressources énergétiques beaucoup plus que si la société restait entre les mains d'un quelconque ministre de l'Énergie.

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour ce qu'il vient de nous raconter de son expérience dans le domaine énergétique au Canada. Si je puis me permettre une observation—et je ne suis pas certain d'avoir une question, mais nous en sommes aux questions et observations—je dirai que la réaction aux déclarations que j'ai faites et la réaction aux déclarations du ministre de l'Énergie nous donnent une leçon capitale sur le fonctionnement de la Chambre. Des deux côtés de la Chambre, l'intérêt des Canadiens est primordial. Parfois, les divergences d'opinion ne sont attribuables qu'à une différence entre les méthodes préconisées pour atteindre un but, mais le but, c'est toujours l'intérêt des Canadiens. Je remercie mon ami le ministre de m'avoir fait remarquer cela.

J'ai une autre observation. Le ministre a parlé de 1975, lorsqu'il siégeait de ce côté-ci et que les libéraux mettaient Petro-Canada sur pied. Je ne sais trop s'il est tellement plus âgé que moi ou si c'est simplement que je suis arrivé tard à la Chambre, mais je lui donne le bénéfice du doute et je dirai qu'à cette époque, j'étais un citoyen intéressé aux affaires gouvernementales pendant que lui participait déjà à ces affaires. Puisque nous sommes du même groupe d'âge, je ne m'étendrai pas sur le sujet.

Le ministre a parlé de Petrofina. J'ai alors pensé qu'au moment même où le gouvernement du Canada faisait l'acquisition de Petrofina, un autre gouvernement, celui de l'Ontario, dirigé par Bill Davis, faisait l'acquisition de Sun Oil. Je me demande si, à cette époque, la critique adressée aux libéraux qui faisaient l'acquisition de Petrofina n'aurait pas pu être aussi adressée au gouvernement conservateur de l'Ontario? Peut-être le ministre qui sait tant de choses sur l'histoire du domaine énergétique au Canada pourrait commenter.

M. Epp: Monsieur le Président, le député est bien bon. Comme je l'ai déjà dit, l'un de mes mentors à la Chambre a été un de ses prédécesseurs. Je parle de Bob Andras. Nous étions de bons amis, lui et moi. J'ai toujours considéré que sa contribution aux affaires publiques et la façon avec laquelle il s'était acquitté de ses responsabilités étaient un exemple pour la Chambre. Il s'est probablement gardé de ces prises de position hautement partisans que nous déplorons parfois à la Chambre. Je vais vous dire pourquoi j'avais tant de mal à le critiquer. C'est

Initiatives ministérielles

parce que lui et moi avons travaillé naguère dans l'industrie de l'automobile. Nous avons tous deux été vendeurs d'automobiles et on dit qu'il reste toujours une certaine affinité entre vendeurs d'automobiles.

Revenons à la question du député. C'est vrai qu'on a entendu le même genre de critiques quand le gouvernement de l'Ontario a acheté Sun Oil à l'époque. D'ailleurs, le député se souviendra qu'on avait investi également à l'époque dans la société Suncor qui exploitait les sables bitumineux dans le nord-est de l'Alberta. Il y a eu aussi des discussions lorsque le gouvernement s'est retiré du projet OSLO qu'il avait conçu, mais qu'il ne voulait plus financer davantage. On espérait que le gouvernement de l'Ontario prendrait la relève.

Il sera intéressant de voir ce que le gouvernement actuel de cette province fera car il croit à la propriété publique, et comme il a beaucoup d'argent à ce que je vois, il pourrait songer à investir dans le projet OSLO. Nous attendrons pour voir s'il s'inspire de la politique du gouvernement Davis à l'époque en ce qui concerne les investissements dans l'industrie pétrolière et gazière de l'Alberta.

• (1610)

Je dois aussi mentionner qu'à l'époque de la création de Petro-Canada, on avait amené les Canadiens à croire que cette société garderait le prix de l'essence à un bas niveau. Je crois que bien des Canadiens croyaient vraiment que ce serait le cas.

À l'époque, nous avons les sept soeurs, et nous avons maintenant les trois frères. En fait, Petro-Canada a haussé les prix. Le député a fait valoir ce point. Ce furent d'abord deux cents, puis quatre cents le litre. Quel que soit le poste d'essence où l'on s'approvisionnait, on a payé quatre cents de plus le litre, pendant toutes ces années, pour financer les acquisitions que Petro-Canada faisait. C'est faux de dire que Petro-Canada a baissé les prix. Elle a peut-être laissé une fausse impression, mais en réalité, elle a haussé les prix.

Mon deuxième point porte sur la tarification. En tant que ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, je suis en mesure, grâce à l'Agence de surveillance du secteur pétrolier, de faire exactement ce que Petro-Canada aurait dû être en mesure de faire, dans l'esprit des gens. Mais je crois que, parce qu'elle était un élément du marché, parce qu'elle tentait d'accroître sa part du marché, elle n'a jamais eu les moyens de s'imposer le genre de discipline que l'agence de surveillance peut faire elle-même. Donc, même à cet égard, je ne crois pas que